

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



86/18

JOUR DU COMMONWEALTH, 10 MARS

Déclaration du  
Très honorable Joe Clark,  
secrétaire d'Etat aux  
Affaires extérieures,  
à la Chambre des communes

OTTAWA

Le 10 mars 1986

M. le Président, en ce jour anniversaire du Commonwealth, c'est avec grand plaisir que je salue cette remarquable institution. Nous connaissons tous l'esprit d'amitié et de tolérance qui distingue cette association de 49 États, qui représente tout un quart de la population mondiale. Ses réalisations sont nombreuses et nous voyons tout naturellement dans le Commonwealth une association au sein de laquelle, au delà des grandes divisions de religions, de races et de philosophies économiques et politiques, les peuples se rejoignent en une communauté d'intérêts fondée sur notre diversité et nourrie par elle.

Le Canada a besoin du Commonwealth et, par tempérament, les Canadiens sont dignes d'y jouer un rôle de chef. La politique étrangère d'une nation est ancrée dans les besoins, les intérêts, les aspirations et les talents de son peuple. Nous, Canadiens, avons la chance d'avoir deux langues officielles et un grand nombre de traditions culturelles et ethniques différentes. En dépit de grandes difficultés, nous avons bâti un pays à nul autre pareil pour le respect des droits d'autrui et plus particulièrement du droit à la dignité, quelle que soit la race, la religion ou la croyance.

Ce n'est pas par hasard que le Commonwealth reflète si exactement ces valeurs fondamentales du Canada. En effet, nous étions là à la création de l'association et depuis ses débuts, nous y avons été des participants actifs et dynamiques. Plus que toute autre institution multilatérale, le Commonwealth a été façonné par les valeurs canadiennes et reflète les forces motrices de notre politique étrangère.

Monsieur le Président, ce pays abhorre le système répugnant de l'apartheid. C'est M. Diefenbaker qui a dirigé le mouvement visant à expulser l'Afrique du Sud du Commonwealth, action spectaculaire qui avait attiré, plus nettement que jamais auparavant, l'attention du monde sur cette plaie honteuse. Et l'an dernier à Nassau, c'est le Premier ministre du Canada qui a façonné de façon décisive l'Accord du Commonwealth sur l'Afrique australe.

En allant à Nassau, beaucoup craignaient que la question de l'Afrique du Sud ne porte un coup fatal à la rencontre, voire au Commonwealth lui-même. Nous ne partageons pas ce pessimisme. Nous avons confiance en nos talents traditionnels au chapitre de la politique étrangère et en la façon dont ces talents ont si bien servi le Canada et le Commonwealth au cours des ans.

À Nassau, nous avons arrêté un calendrier en vue du démantèlement de l'apartheid et de l'amorce de réformes. Nous avons créé un groupe d'éminentes personnalités pour faciliter le dialogue et mettre au point des arrangements de partage des pouvoirs, de façon à éviter une catastrophe en Afrique du Sud. Le Groupe est maintenant en Afrique du Sud et Monseigneur Edward Scott y représente le Canada de façon compétente.

Le Commonwealth a été important pour la poursuite d'autres objectifs canadiens au niveau de la politique étrangère. Il a fait de grandes contributions, que ce soit pour la transformation de la Rhodésie, qui est devenue le Zimbabwe; l'acceptation croissante des femmes comme partenaires à part entière du processus économique et politique; les efforts en vue de faire avancer les questions économiques Nord-Sud ou pour d'autres questions semblables.

La réussite du Commonwealth a inspiré bien des concepts qui ont abouti à la tenue, le mois dernier à Paris, du premier sommet des nations francophones. Nous espérons ardemment que cette tribune deviendra elle aussi un instrument de compréhension internationale et de progrès.

La politique étrangère du Canada est menée par le biais d'un ensemble complexe d'associations et d'institutions bilatérales et multilatérales. Pour comprendre ce pays et sa position dans le monde, il faut regarder par quels moyens il poursuit ses objectifs nationaux, de concert avec ses alliés et amis du monde entier. Notre politique étrangère est distincte parce que nous avons un réseau unique de relations internationales; aucune institution autre que le Commonwealth ne nourrit plus profondément le sentiment que nous avons de nous-mêmes.

M. le Président, le Canada a invité les chefs des gouvernements du Commonwealth à tenir leur prochaine rencontre de 1987 à Vancouver. Cette invitation témoigne de notre engagement au Commonwealth; la rencontre de Vancouver montrera aux Canadiens l'attachement de cette association à notre pays et le respect qu'elle lui porte, ainsi que les principes qui nous guident dans notre action internationale.